

ENCYCLOPÉDIE DU DROIT DES AFFAIRES ET DU COMMERCE EN FRANCE

Fondements, gouvernance, régulation financière, contentieux et mutations contemporaines

AUTEUR

Dr. Mohamed Kamal Arafa Elrakhawi

DÉDICACE

À la mémoire des commercialistes qui ont théorisé l'entreprise comme organisation juridique, aux magistrats consulaires et judiciaires qui ont préservé l'équilibre entre sécurité des transactions et liberté économique, aux créanciers, associés, salariés et consommateurs dont la confiance mutuelle fonde l'économie de marché, et à tous les chercheurs qui exigent du droit des affaires qu'il soit à la fois rigoureux, critique et ancré dans la réalité sociale et économique.

CADRE MÉTHODOLOGIQUE ET ÉPISTÉMOLOGIQUE

Cette encyclopédie s'inscrit dans une démarche scientifique explicite, conforme aux standards des sciences juridiques européennes contemporaines. Premièrement, l'épistémologie adoptée combine dogmatique juridique critique, analyse économique du droit (law and economics) appliquée transversalement, et sociologie des organisations, permettant de dépasser le descriptif normatif pour interroger l'efficacité, les incitations et les effets distributifs des règles. Deuxièmement, la sélection jurisprudentielle suit un protocole de tri fondé sur la portée normative (arrêts de principe de la chambre commerciale de la Cour de cassation, décisions du Conseil constitutionnel par voie de QPC, jurisprudence CJUE/EDH à impact structurel), la fréquence de citation doctrinale (indice Dalloz/JurisData), et l'impact sur les pratiques professionnelles. Troisièmement, la méthode comparative intègre les systèmes de common law (UK/US), l'espace OHADA, les modèles hybrides (Québec, Louisiane), et les standards UNCITRAL/UNIDROIT/ICC, avec une grille d'analyse centrée sur la sécurité juridique, le coût de conformité et la protection des parties faibles. Quatrièmement, l'architecture académique respecte les principes FAIR (Findable, Accessible, Interoperable, Reusable), avec dépôt des métadonnées dans HAL/SSRN, attribution systématique d'identifiants DOI/ECLI, et protocole de mise à jour dynamique validé par un cadre de révision par les pairs en double anonymisation. Cinquièmement, la citation juridique suit exclusivement le Guide de citation juridique de la Société de législation comparée, avec mention obligatoire de l'ECLI, du numéro de pourvoi, de la formation de jugement et de la référence au Bulletin, selon la règle SLC-EU pour les juridictions européennes. Sixièmement, chaque développement intègre une dimension critique : analyse des limites de la justice négociée (CJIP), distinction rigoureuse responsabilité civile/pénale/sociale, réalisme juridique sur les actifs numériques (ordonnance 2017-1674, loi Pacte, MiCA), et évaluation empirique des réformes de procédures collectives (2021-2023) fondée sur les statistiques judiciaires et les données BODACC/INSEE, avec prise en compte explicite des limites de l'inférence causale en données juridictionnelles. Cette rigueur méthodologique transforme le présent ouvrage d'un répertoire normatif en une infrastructure scientifique vivante, vérifiable et internationalement référencée.

TABLE DES MATIÈRES GÉNÉRALE

TOME I. FONDEMENTS THÉORIQUES, MÉTHODOLOGIE ET SOURCES DU DROIT DES AFFAIRES

PARTIE I. ARCHITECTURE NORMATIVE ET CONTRÔLE DE LÉGITIMITÉ

CHAPITRE 1. LIBERTÉ D'ENTREPRENDRE, BLOC DE CONSTITUTIONNALITÉ ET CONTRÔLE DE PROPORTIONNALITÉ

Section 1. Déclaration de 1789, Préambule de 1946 et valeur constitutionnelle de la liberté économique

Section 2. Charte de l'environnement de 2004 et contrôle QPC : articulation avec l'activité commerciale (Cons. const., Déc. n°2019-823)

Section 3. Article 1er du Protocole n°1 CEDH et protection de l'activité professionnelle face aux restrictions réglementaires

CHAPITRE 2. HIÉRARCHIE DES NORMES COMMERCIALES ET INTÉGRATION EUROPÉENNE

Section 1. Code de commerce, Code civil et complémentarité des régimes obligatoires/supplétifs

Section 2. Code de la consommation, Code de la concurrence et protection différenciée des acteurs économiques

Section 3. Droit primaire et dérivé de l'Union : règlements de concurrence, services numériques (DMA/DSA), données et marchés financiers

PARTIE II. MÉTHODOLOGIE TRANSVERSALE : ANALYSE ÉCONOMIQUE DU DROIT ET SOCIOLOGIE DES ORGANISATIONS

CHAPITRE 3. THÉORIE DES COÛTS DE TRANSACTION ET EFFICACITÉ DES RÈGLES COMMERCIALES

Section 1. Fondements théoriques : Coase, Williamson et application au droit français des sociétés

Section 2. Indicateurs de mesure : délais d'immatriculation, coûts de conformité Sapin II/CSRD, taux de recours à la conciliation

Section 3. Limites méthodologiques et articulation avec la dogmatique juridique traditionnelle

CHAPITRE 4. PROTOCOLE DE SÉLECTION JURISPRUDENTIELLE ET EMPIRISME CONTRÔLÉ

Section 1. Critères de sélection : portée normative, fréquence de citation, impact professionnel

Section 2. Sources de données empiriques : BODACC, INSEE, statistiques judiciaires, bases Dalloz/JurisData

Section 3. Protocole de répliquabilité et dépôt des métadonnées conformes aux principes FAIR ; limites de l'inférence causale en données juridictionnelles (corrélation vs causalité, biais de sélection des décisions publiées, méthodes quasi-expérimentales applicables)

PARTIE III. THÉORIE DE L'ENTREPRISE, PERSONNALITÉ MORALE ET TRANSPARENCE

CHAPITRE 5. NOTION DE COMMERÇANT, ENTREPRISE ET FONDS DE COMMERCE

Section 1. Statut du commerçant personne physique : capacité, immatriculation, obligations comptables et professionnelles

Section 2. Personnalité morale : autonomie patrimoniale, représentation légale, responsabilité et preuve de l'abus de personnalité

Section 3. Fonds de commerce : éléments corporels/incorporels, clientèle, nantissement, cession et garantie d'éviction

CHAPITRE 6. REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS (RCS) ET PUBLICITÉ LÉGALE

Section 1. Formalités d'immatriculation, modifications et radiation : rôle du greffe et du centre de formalités

Section 2. Principe d'opposabilité aux tiers et sécurité juridique des transactions commerciales

Section 3. Sanctions de la non-immatriculation : irrégularité de la personne morale, responsabilité solidaire et nullités relatives

TOME II. DROIT DES SOCIÉTÉS, GOUVERNANCE, ESG ET CONFORMITÉ PÉNALE

PARTIE I. CONSTITUTION, STRUCTURES ET LIBERTÉ STATUTAIRE

CHAPITRE 7. FORMES SOCIÉTAIRES FRANÇAISES : SARL/EURL, SAS/SASU, SA

Section 1. SARL/EURL : gérance, cession de parts, agrément, régime fiscal et souplesse gestionnaire

Section 2. SAS/SASU : liberté statutaire maximale, organisation du pouvoir, clauses de sortie et préemption

Section 3. SA : dualité conseil d'administration/directoire-conseil de surveillance, contrôle interne, seuils et commissaires aux comptes

CHAPITRE 8. CONTRAT DE SOCIÉTÉ, STATUTS ET THÉORIE DES NULLITÉS

Section 1. Apports (numéraire, nature, industrie), affectio societatis et participation aux résultats

Section 2. Règles impératives vs. souplesse contractuelle : limites jurisprudentielles de la liberté statutaire

Section 3. Nullités pour vice de consentement ou irrégularité constitutive : régularisation rétroactive et protection des tiers de bonne foi

PARTIE II. DROITS DES ASSOCIÉS, PROTECTION DES MINORITAIRES ET RESPONSABILITÉS

CHAPITRE 9. DROITS PATRIMONIAUX, POLITIQUES ET CONTRÔLE DES DIRIGEANTS

Section 1. Dividendes, boni de liquidation, droit préférentiel de souscription et information financière préalable

Section 2. Droit de vote, recours en annulation des décisions collectives et action en responsabilité sociale

Section 3. Protection des minoritaires : abus de majorité/de minorité, révocation judiciaire des dirigeants et nomination d'administrateur provisoire

CHAPITRE 10. RESPONSABILITÉS CIVILE, PÉNALE ET SOCIALE DES DIRIGEANTS

Section 1. Responsabilité civile envers la société : faute de gestion, dépassement d'objet social, action ut universi

Section 2. Responsabilité civile envers les tiers : faute séparable des fonctions, préjudice direct et régime de la solidarité

Section 3. Responsabilité pénale des personnes physiques et morales (art. 121-2 C.pén.) : abus de biens sociaux, présentation de comptes infidèles, banqueroute ; recel d'abus de biens sociaux (art. 321-1 C.pén.) et conditions de preuve du délit principal ; articulation avec la CJIP et limites critiques de la justice négociée

TOME III. FISCALITÉ DES AFFAIRES ET OPTIMISATION LÉGALE

PARTIE I. IMPÔTS DIRECTS, TVA ET RÉGIMES SPÉCIAUX

CHAPITRE 11. IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS ET IMPÔT SUR LE REVENU

Section 1. Assiette de l'IS, intégration fiscale, régimes de faveur et contentieux des redressements

Section 2. Impôt sur le revenu pour les entreprises individuelles et EURL : options, barèmes et articulation avec l'IS

Section 3. Optimisation légale, abus de droit fiscal (L. 205 du LPF) et contrôle de la substance économique

CHAPITRE 12. TVA, FISCALITÉ INDIRECTE ET CONTENTIEUX FISCAL

Section 1. TVA intracommunautaire, reversement, droit à déduction et mécanismes de régularisation

Section 2. Fiscalité indirecte : droits d'enregistrement, taxe sur les salaires, CFE et CVAE

Section 3. Contentieux fiscal des entreprises : procédures de réclamation, sursis de paiement et rôle du juge de l'impôt

PARTIE II. FISCALITÉ INTERNATIONALE ET CONFORMITÉ OCDE

CHAPITRE 13. CONVENTIONS FISCALES ET PRÉVENTION DE LA DOUBLE IMPOSITION

Section 1. Réseau conventionnel français, mécanismes d'imputation et de crédit d'impôt

Section 2. Résidence fiscale, établissement stable et règles anti-évasion

Section 3. Contentieux international et rôle de la commission consultative pour la prévention de la double imposition

CHAPITRE 14. PRIX DE TRANSFERT, BEPS ET ÉCHANGE AUTOMATIQUE D'INFORMATIONS

Section 1. Documentation maître/locale, méthodes de détermination des prix de transfert et contrôle fiscal

Section 2. Normes BEPS de l'OCDE, reporting pays par pays et obligations déclaratives transfrontalières

Section 3. Coopération administrative internationale et limites du secret des affaires

TOME IV. RÉGULATION FINANCIÈRE, BANCAIRE ET MARCHÉS DE CAPITAUX

PARTIE I. RÉGULATION PRUDENTIELLE ET CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

CHAPITRE 15. AGRÉMENT, GOUVERNANCE ET CONTRÔLE DE L'ACPR

Section 1. Conditions d'agrément, exigences de gouvernance et contrôle prudentiel de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution

Section 2. Hiérarchie normative : règlements UE (CRR/CRD) vs. transposition française et pouvoir réglementaire de l'ACPR

Section 3. Sanctions administratives, procédures contradictoires et recours juridictionnels

CHAPITRE 16. RÉSILIENCE OPÉRATIONNELLE NUMÉRIQUE (DORA) ET GESTION DES RISQUES

Section 1. Règlement DORA : champ d'application, exigences de gestion des risques TIC et tests de résilience

Section 2. Articulation avec le droit national : supervision prudentielle (BCE pour les établissements significatifs, ACPR pour les autres) ; rôle consultatif et normatif de l'ANSSI sur les référentiels techniques et les tests de pénétration

Section 3. Responsabilité des dirigeants et conformité des prestataires de services numériques

PARTIE II. MARCHÉS FINANCIERS, SERVICES D'INVESTISSEMENT ET PROTECTION DES INVESTISSEURS

CHAPITRE 17. MIFID II/MIFIR, TRANSPARENCE DES MARCHÉS ET CONDUITE DES AFFAIRES

Section 1. Services d'investissement, obligations de bonne conduite et protection de la clientèle

Section 2. Transparence pré et post-négociation, obligations de déclaration et surveillance des marchés

Section 3. Sanctions de l'AMF, recours des investisseurs et articulation avec le droit pénal des marchés

CHAPITRE 18. FINANCEMENT DES ENTREPRISES ET INSTRUMENTS DE MARCHÉ

Section 1. Financement bancaire : garanties réelles et personnelles, cession de créances, affacturage et crédit-bail

Section 2. Émissions obligataires, titres hybrides, titres financiers et régime de l'offre au public

Section 3. Abus de marché, informations privilégiées, manipulation de cours et sanctions pénales associées

TOME V. PROCÉDURES COLLECTIVES, PRÉVENTION ET TRAITEMENT DES DIFFICULTÉS

PARTIE I. PROCÉDURES AMIABLES ET PRÉVENTIVES

CHAPITRE 19. DÉTECTION PRÉCOCE, MANDAT AD HOC ET CONCILIATION

Section 1. Procédures d'alerte légale : dirigeant, associés, commissaire aux comptes et contrôleurs légaux

Section 2. Mandat ad hoc : confidentialité, flexibilité contractuelle, rôle du mandataire et limites d'intervention

Section 3. Conciliation : accord homologué, effets suspensifs, prime de nouvelle aide et articulation avec le juge-commissaire

CHAPITRE 20. OUVERTURE DU REDRESSEMENT JUDICIAIRE ET PÉRIODE D'OBSERVATION

Section 1. Cessation des paiements, caractérisation de l'état de difficulté et compétence juridictionnelle

Section 2. Période d'observation : poursuite d'activité, administration provisoire, cession partielle ; articulation entre plan de cession/reprise et procédure de licenciement économique (PSE déclenché au seuil de ≥ 10 licenciements sur 30 jours) ; validation administrative du PSE vs homologation judiciaire du plan

Section 3. Plan de sauvegarde ou de redressement : étalement, remises, conversion en titres et contrôle d'exécution

PARTIE II. LIQUIDATION JUDICIAIRE, RESPONSABILITÉS ET RECOUVREMENT

CHAPITRE 21. LIQUIDATION JUDICIAIRE, RÉALISATION DE L'ACTIF ET CLÔTURE

Section 1. Conditions d'ouverture : impossibilité de redressement, nomination du liquidateur et effets immédiats

Section 2. Réalisation de l'actif : cession unitaire/global, reprise des contrats en cours et apurement du passif

Section 3. Clôture pour insuffisance d'actif : radiation, responsabilité pour insuffisance d'actif et interdiction de gérer

CHAPITRE 22. CRÉANCIERS, GARANTIES ET CONTENTIEUX DES PROCÉDURES COLLECTIVES

Section 1. Déclaration, vérification et admission des créances ; contestation et forclusion

Section 2. Privilèges, gages, nantissements et droit de rétention ; opposabilité et exécution forcée adaptée

Section 3. Action en extension de procédure, confusion de patrimoines et responsabilité des dirigeants contributeurs à l'insuffisance d'actif ; insolvabilité transfrontalière : Règlement (UE) 2015/848 et Loi type CNUDCI

TOME VI. DROIT SOCIAL APPLIQUÉ AUX ENTREPRISES ET GOUVERNANCE PARTAGÉE

PARTIE I. REPRÉSENTATION DES SALARIÉS ET DIALOGUE SOCIAL INTERNE

CHAPITRE 23. REPRÉSENTATION DES TRAVAILLEURS DANS LES ORGANES DE GOUVERNANCE

Section 1. Loi Pacte 2019 : administrateurs salariés dans les conseils d'administration et de surveillance

Section 2. Droits d'information et de consultation du CSE en matière stratégique et financière

Section 3. Articulation entre gouvernance d'entreprise et dialogue social : enjeux et contentieux

CHAPITRE 24. PLANS DE SAUVEGARDE DE L'EMPLOI ET RESPONSABILITÉ SOCIALE DES DIRIGEANTS

Section 1. PSE dans les procédures collectives : contenu, validation administrative et contrôle juridictionnel

Section 2. Responsabilité des dirigeants envers les salariés : faute de gestion ayant causé un préjudice social

Section 3. Articulation entre droit des sociétés et droit du travail : convergence et tensions jurisprudentielles

PARTIE II. CONFORMITÉ SOCIALE, VIGILANCE ET REPORTING EXTRA-FINANCIER

CHAPITRE 25. LOI SUR LE DEVOIR DE VIGILANCE ET CHAÎNES DE VALEUR

Section 1. Champ d'application, plan de vigilance et obligations de publication

Section 2. Responsabilité civile pour carence et articulation avec le droit de la concurrence

Section 3. Contentieux émergent et rôle des parties prenantes dans le contrôle de la conformité

CHAPITRE 26. REPORTING ESG, DIRECTIVE CSRD ET DOUBLE MATÉRIALITÉ

Section 1. Normes ESRS, périmètre de consolidation et audit des informations extra-financières

Section 2. Articulation avec la fiscalité des entreprises et la régulation financière

Section 3. Sanctions pour greenwashing et responsabilité des commissaires aux comptes

TOME VII. DROIT DE LA CONCURRENCE, PRATIQUES COMMERCIALES ET PROTECTION DU CONSOMMATEUR

PARTIE I. RÉGULATION CONCURRENTIELLE ET SANCTIONS ÉCONOMIQUES

CHAPITRE 27. ENTENTES, ABUS DE POSITION DOMINANTE ET CONTRÔLE DES CONCENTRATIONS

Section 1. Interdiction des ententes, cartels, échanges d'informations sensibles et programme de clémence

Section 2. Abus de position dominante et dépendance économique : critères, effets et sanctions pécuniaires proportionnées

Section 3. Contrôle des concentrations : notification, examen en deux phases, engagements structurels/comportementaux et contrôle juridictionnel

CHAPITRE 28. PRATIQUES RESTRICTIVES, CONCURRENCE DÉLOYALE ET RÉPARATION

Section 1. Rupture brutale des relations commerciales établies, discrimination, vente à perte et clauses déséquilibrées

Section 2. Concurrence déloyale : dénigrement, confusion, parasitisme économique et désorganisation

Section 3. Sanctions de l'Autorité de la concurrence, actions en réparation collective et articulation avec le droit européen

PARTIE II. PROTECTION DU CONSOMMATEUR ET CONTRATS DE CONSOMMATION

CHAPITRE 29. PRATIQUES TROMPEUSES, AGRESSIVES ET NUMÉRIQUES

Section 1. Publicité trompeuse, allégations environnementales non fondées (greenwashing) et responsabilité solidaire

Section 2. Pratiques agressives, harcèlement commercial et exploitation de la vulnérabilité structurelle

Section 3. Consommateur numérique : information précontractuelle, droit de rétractation, sécurisation des paiements et dark patterns

CHAPITRE 30. CLAUSES ABUSIVES, CONTENTIEUX ET RÉOLUTION ALTERNATIVE

Section 1. Clauses abusives dans les contrats de consommation : contrôle juridictionnel, nullité et substitution

Section 2. Contrats à distance, services financiers et exécution défectueuse ; garanties légales et conformité

Section 3. Médiation, règlement en ligne des litiges, actions de groupe et compétence territoriale spécialisée

TOME VIII. CONTRATS COMMERCIAUX, ARBITRAGE ET DROIT INTERNATIONAL DES AFFAIRES

PARTIE I. RÉSEAUX DE DISTRIBUTION ET COOPÉRATION COMMERCIALE

CHAPITRE 31. AGENT COMMERCIAL, FRANCHISE ET DISTRIBUTION EXCLUSIVE

Section 1. Contrat d'agent commercial : obligations réciproques, indemnité de fin de contrat et droit de suite

Section 2. Franchise : devoir d'information précontractuelle, manuels opératoires, contrôle qualité et résiliation

Section 3. Distribution exclusive/concession : durée, renouvellement, rupture brutale et indemnisation réparatrice

CHAPITRE 32. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES, RESPONSABILITÉ ET PREUVE

Section 1. Inexécution, retard et défaut de conformité ; exécution forcée et résolution judiciaire

Section 2. Force majeure et imprévision : révision négociée (art. 1195 C.civ.) et recours judiciaire exceptionnel en cas d'échec de la renégociation

Section 3. Réparation du préjudice commercial : perte de chance, manque à gagner, prévisibilité et limitation contractuelle valide

PARTIE II. ARBITRAGE, COMPÉTENCE TRANSFRONTALIÈRE ET DROIT COMPARÉ

CHAPITRE 33. ARBITRAGE COMMERCIAL INTERNE ET INTERNATIONAL

Section 1. Convention d'arbitrage, séparabilité, compétence-compétence et constitution du tribunal

Section 2. Sentence arbitrale, voies de recours, exequatur et contrôle limité du juge étatique

Section 3. Arbitrage d'investissement vs. arbitrage commercial ; conventions de New York 1958 et ICSID

CHAPITRE 34. DROIT APPLICABLE, CONFLITS DE LOIS ET DROIT COMPARÉ DES AFFAIRES

Section 1. Règlements Rome I et Bruxelles I bis ; autonomie de la volonté et lois de police

Section 2. Modèles OHADA, Common Law et hybrides : convergence sur la gouvernance, divergences sur la responsabilité

Section 3. Standards UNCITRAL/UNIDROIT/ICC : principes des contrats commerciaux internationaux et soft law contraignante

TOME IX. MARCHÉS PUBLICS, CONCESSIONS ET DROIT PUBLIC ÉCONOMIQUE

PARTIE I. COMMANDE PUBLIQUE ET PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ : ARTICULATION AVEC LE DROIT PRIVÉ DES AFFAIRES

Section introductive : Articulation droit des affaires ↔ droit de la commande publique (sous-traitance, garanties financières, contentieux des soumissionnaires, convergence des standards de transparence)

CHAPITRE 35. CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE : PRINCIPES, PROCÉDURES ET CONTENTIEUX

Section 1. Liberté d'accès, égalité de traitement et transparence : mise en œuvre jurisprudentielle

Section 2. Procédures adaptées, appel d'offres et dialogue compétitif : critères de sélection et attribution

Section 3. Contentieux précontractuel et contractuel : référés, sanctions et indemnisation des soumissionnaires évincés

CHAPITRE 36. CONCESSIONS, PPP ET RÉGULATION SECTORIELLE

Section 1. Contrats de concession et partenariats public-privé : répartition des risques et équilibre financier

Section 2. Régulation sectorielle : énergie, télécommunications, transports et services publics industriels et commerciaux

Section 3. Contrôle des aides d'État et articulation avec le droit européen de la concurrence

PARTIE II. AIDES PUBLIQUES, SUBVENTIONS ET INCITATIONS ÉCONOMIQUES

CHAPITRE 37. RÉGIME DES AIDES PUBLIQUES ET CONTRÔLE DE LÉGITIMITÉ

Section 1. Notion d'aide d'État, notification à la Commission européenne et exemptions par catégorie

Section 2. Subventions nationales, crédits d'impôt et incitations à l'innovation : cadre juridique et contentieux

Section 3. Articulation entre aides publiques et droit de la concurrence : effets distorsifs et contrôle juridictionnel

CHAPITRE 38. INCITATIONS À LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET FISCALITÉ VERTE

Section 1. Bonus/malus écologiques, certificats d'économie d'énergie et mécanismes de marché

Section 2. Fiscalité environnementale : TGAP, taxe carbone et articulation avec les objectifs climatiques

Section 3. Contentieux des incitations vertes : sécurité juridique, proportionnalité et protection des investissements

TOME X. NUMÉRISATION, PREUVE ÉLECTRONIQUE ET ACTIFS DIGITAUX

PARTIE I. CONTRACTUALISATION ÉLECTRONIQUE, SIGNATURE ET ARCHIVAGE

CHAPITRE 39. VALIDITÉ ET PREUVE DES CONTRATS ÉLECTRONIQUES

Section 1. Consentement électronique, écrit dématérialisé et intégrité des actes : cadre légal et jurisprudentiel

Section 2. Signatures électroniques qualifiées, sceaux et reconnaissance mutuelle transfrontalière (eIDAS 2)

Section 3. Plateformes de contractualisation, conditions générales numériques et contrôle de loyauté algorithmique

CHAPITRE 40. ACTIFS NUMÉRIQUES, TOKENISATION ET LIMITES DU DROIT CIVIL FRANÇAIS

Section 1. Qualification juridique des crypto-actifs et NFT : distinction titre financier/utilité et régime MiCA

Section 2. Tokenisation d'actifs réels : exceptions légales (minibons ord. 2016-520, titres financiers dématérialisés sur DLT) ; limites persistantes pour les droits réels immobiliers et les meubles corporels soumis à publicité foncière ou tradition

Section 3. Contrats intelligents (smart contracts) : valeur probante conditionnelle, exécution forcée et articulation avec le droit commun

PARTIE II. INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, GOUVERNANCE ALGORITHMIQUE ET CONFORMITÉ

CHAPITRE 41. IA, TARIFICATION DYNAMIQUE ET ENCADREMENT RÉGLEMENTAIRE

Section 1. Algorithmes d'évaluation, scoring de crédit et tarification dynamique : encadrement par le droit de la consommation et de la concurrence

Section 2. Responsabilité civile et pénale des décisions automatisées : imputation au concepteur, à l'exploitant ou à l'utilisateur final

Section 3. Droit à l'explication, protection des données commerciales et conformité au règlement IA (AI Act)

CHAPITRE 42. COMPLIANCE TRANSVERSALE : ARTICULATION SAPIN II/CSRD/MICA/AI ACT

Section 1. Gouvernance des risques : cartographie intégrée, procédures internes et audit de conformité

Section 2. Interaction entre régulations sectorielles, droit pénal des affaires et gouvernance d'entreprise

Section 3. Rôle du responsable conformité / fonction compliance ; cadrage par les lignes directrices AMF/ACPR ; autonomie fonctionnelle et reporting au dirigeant ou conseil ; protection des lanceurs d'alerte et limites de l'auto-régulation

TOME XI. GOUVERNANCE NORMATIVE ET ARCHITECTURE INSTITUTIONNELLE FUTURE

PARTIE I. RÉFORMES EN COURS ET PROJETS EUROPÉENS

CHAPITRE 43. ARCHITECTURE JUDICIAIRE COMMERCIALE : CONSOLIDATION ET SPÉCIALISATION

Section 1. Suppression/consolidation des tribunaux de commerce, création de pôles économiques spécialisés

Section 2. Débat juges consulaires vs juges professionnels : expertise technique vs impartialité institutionnelle

Section 3. Impact sur la célérité, la prévisibilité et l'attractivité du droit français des affaires

CHAPITRE 44. RÉGULATION EX ANTE VS EX POST DANS LE NUMÉRIQUE : CONVERGENCE DMA/DSA ET DROIT COMMUN DE LA CONCURRENCE

Section 1. Articulation entre régulation sectorielle numérique et droit commun de la concurrence : complémentarité ou chevauchement

Section 2. Effets sur les stratégies d'entreprise, l'innovation et la protection des consommateurs

Section 3. Prospective : vers une autorité européenne intégrée de la régulation numérique

PARTIE II. STANDARDS MONDIAUX ET INGÉNIERIE LÉGISLATIVE

CHAPITRE 45. HARMONISATION EUROPÉENNE ET DIVERSITÉ DES MODÈLES NATIONAUX

Section 1. Projets de codification européenne : état des lieux, obstacles politiques et techniques

Section 2. Convergence sur la gouvernance d'entreprise et la protection des investisseurs : rôle de la CJUE

Section 3. Préservation des spécificités nationales : liberté statutaire française vs modèles anglo-saxons

CHAPITRE 46. GOUVERNANCE DES CHAÎNES DE VALEUR MONDIALES ET STANDARDS JURIDICTIONNELS

Section 1. Extraterritorialité du droit français : loi Vigilance, Sapin II et articulation avec les standards internationaux

Section 2. Rôle des juridictions françaises dans la régulation globale des affaires : attractivité et limites

Section 3. Prospective : vers une justice commerciale européenne unifiée et des standards juridictionnels harmonisés

CONCLUSION GÉNÉRALE

Le droit des affaires français s'impose comme un système juridique vivant, structuré autour de la sécurité des transactions, de la régulation prudentielle, de la protection des parties vulnérables et de l'adaptation aux mutations technologiques. Sa cohérence repose sur l'articulation entre codification rigoureuse, jurisprudence évolutive, contrôle de proportionnalité et dialogue avec les standards internationaux. Les défis contemporains — transition écologique, numérisation des preuves, régulation des algorithmes, financement décentralisé et conformité globale — exigent une méthode scientifique explicite, des données empiriques vérifiables, une revue par les pairs indépendante et une architecture de mise à jour dynamique. Cette encyclopédie intègre ces exigences en offrant une infrastructure doctrinale, critique et comparative, conçue pour servir de référence académique, judiciaire et professionnelle. En articulant dogmatique, analyse économique du droit appliquée transversalement, réalité contentieuse et prospective normative, elle vise à constituer, pour les décennies à venir, le cadre intellectuel et pratique le plus complet du droit des affaires et du commerce en France et en Europe.

ANNEXES AVEC EXPLICATIONS DÉTAILLÉES

ANNEXE 1. GLOSSAIRE TECHNIQUE TRILINGUE FRANÇAIS-ARABE-ANGLAIS ET RÈGLE DE CITATION SLC-EU

Explication : Recensement exhaustif des termes juridiques commerciaux, financiers, concurrentiels, fiscaux, sociaux et numériques avec définitions précises, équivalents linguistiques et références normatives. Chaque entrée précise le contexte d'usage, les nuances doctrinales et les équivalences pratiques pour faciliter la consultation internationale et la recherche comparative. Règle de citation SLC-EU : CJUE : Affaire C-xx/yy, Nom, date, ECLI, point ; CEDH : Req. n° xx/yy, Nom c. État, date, ECLI, §.

ANNEXE 2. CHRONOLOGIE LÉGISLATIVE ET JURISPRUDENTIELLE 1807-2026

Explication : Présentation détaillée des lois commerciales majeures, ordonnances, décrets et arrêts de principe de la Cour de cassation (chambre commerciale), du Conseil constitutionnel (QPC), du Conseil d'État, de la CJUE et de la CEDH. Chaque fiche chronologique indique la date, la référence officielle (ECLI, numéro de pourvoi), le contexte économique, l'impact sur la doctrine et les conséquences pratiques pour les entreprises, les créanciers et les consommateurs.

ANNEXE 3. FICHES MÉTHODOLOGIQUES DE CONTENTIEUX COMMERCIAL ET PROCÉDURES COLLECTIVES

Explication : Procédures décrites étape par étape pour les litiges commerciaux, les actions en responsabilité des dirigeants, les procédures de sauvegarde, de redressement et de liquidation, ainsi que les recours concurrentiels et consommateurs. Les fiches couvrent les délais de prescription, la charge de la preuve, les mesures conservatoires, les référés utiles et les modèles d'actes essentiels, avec indicateurs de performance juridictionnelle issus des statistiques officielles.

ANNEXE 4. CARTOGRAPHIE INSTITUTIONNELLE ET CIRCUITS DÉCISIONNELS

Explication : Description systématique des structures de gouvernance commerciale, des tribunaux de commerce, des juridictions judiciaires compétentes en matière économique, des autorités de régulation financière (ACPR, AMF) et concurrentielle (Autorité de la concurrence), et des organismes de coopération internationale. Chaque schéma institutionnel est accompagné d'une explication des compétences, des interactions, des circuits de décision et des voies de recours.

ANNEXE 5. INDEX DES CONTRATS COMMERCIAUX TYPES ET CLAUSES DE CONFORMITÉ

Explication : Répertoire commenté des actes courants : pactes d'associés, contrats de distribution, franchises, conventions de financement, accords de confidentialité et clauses ESG. Chaque modèle intègre les mentions obligatoires, les conditions de validité, les jurisprudences associées et les mécanismes de protection des parties, avec validation par comité de lecture sectoriel.

ANNEXE 6. CAHIERS PÉDAGOGIQUES, MODULES DE FORMATION ET BASES DE DONNÉES EMPIRIQUES

Explication : Fiches pédagogiques, études de cas juridictionnelles, exercices de simulation procédurale et cadres de compétences destinés à l'enseignement universitaire et à la formation professionnelle. Chaque module intègre des grilles d'évaluation, des références bibliographiques structurées, des jeux de données anonymisées conformes aux principes FAIR et des liens vers des bases ouvertes (HAL, SSRN, Zenodo).

ANNEXE 7. PROTOCOLE DE RÉVISION PAR LES PAIRS, GOUVERNANCE ÉDITORIALE ET SCIENCES OUVERTES

Explication : Cadre méthodologique pour la gestion des versions, l'attribution des identifiants pérennes (DOI/ARK), le dépôt des métadonnées dans des archives institutionnelles certifiées, et l'implémentation des principes FAIR. Inclut les procédures de révision trimestrielle, les alertes jurisprudentielles automatisées liées à Légifrance/EUR-Lex/HUDOC, les règles de citation conformes au Guide de la Société de législation comparée, et la charte déontologique du cadre de validation par les pairs en double anonymisation. Description technique : API de synchronisation avec Légifrance, métadonnées Dublin Core, pipeline de validation humaine trimestrielle avec matrice de validation par domaine (sociétés, fiscalité, concurrence, numérique), registre des corrections, audit annuel externe du processus de mise à jour ; protocole ouvert à l'accueil de partenaires institutionnels sous réserve de conventions de recherche et de validation éthique indépendante.

ANNEXE 8. ANNEXE MÉTHODOLOGIQUE EMPIRIQUE : SOURCES, MODÈLES ET LIMITES

Explication : Source des données : BODACC pour les procédures collectives, INSEE pour les indicateurs économiques, statistiques judiciaires du Ministère de la Justice pour les délais et taux de confirmation. Modèle d'analyse : régression logistique pour l'impact des réformes 2021-2023, analyse de survie pour les délais de clôture. Limites de l'inférence causale en données juridictionnelles : corrélation vs causalité, biais de sélection des décisions publiées, variabilité des formations de jugement ; méthodes quasi-expérimentales applicables (diff-in-diff, RDD). Protocole de répliquabilité : scripts R/Python disponibles sur dépôt institutionnel, documentation des variables, guide de reconstitution de l'échantillon.

ANNEXE 9. TABLEAU DE CONCORDANCE DES OBLIGATIONS ESG/COMPLIANCE

Explication : Matrice de renvoi précisant quel tome traite de quel aspect des obligations ESG et de conformité : gouvernance d'entreprise (T.II, Ch. 10), reporting extra-financier (T.VI, Ch. 26), chaînes de valeur et devoir de vigilance (T.VI, Ch. 25), compliance transversale (T.X, Ch. 42), sanctions et contentieux (T.VII, Ch. 27-28). Cette annexe évite les redites et permet une navigation thématique efficace pour le lecteur.

ANNEXE 10. DÉONTOLOGIE DES CONSEILS EN AFFAIRES ET SOCIOLOGIE DE LA PRATIQUE JURIDIQUE

Explication : Traitement systématique des obligations déontologiques des avocats d'affaires, experts-comptables, commissaires aux comptes, administrateurs judiciaires : indépendance, confidentialité, conflits d'intérêts, responsabilité professionnelle. Encadré sur l'économie des cabinets, le marché des services juridiques, et l'impact de la digitalisation sur la demande de conseil.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES ET JURISPRUDENTIELLES

Sources primaires : Code de commerce, Code civil, Code de la consommation, Code de la concurrence, Code monétaire et financier, Code général des impôts, Livre des procédures fiscales, Code du travail, lois de programmation économique (Pacte, Sapin II, réformes 2021-2023 des procédures collectives, loi Vigilance), directives européennes CSRD, DMA, DSA, AI Act, MiFID II/MiFIR, DORA, règlements Rome I et Bruxelles I bis, Règlement (UE) 2015/848 sur les procédures d'insolvabilité, décisions de la Cour de cassation (chambre commerciale), arrêts du Conseil constitutionnel (QPC), du Conseil d'État, jurisprudence de la CJUE et de la CEDH, décisions de l'Autorité de la concurrence, de l'ACPR et de l'AMF.

Doctrine et revues : Revue trimestrielle de droit commercial, Droit et sociétés, Revue des sociétés, Bulletin Joly Sociétés, Revue européenne de droit des affaires, Dalloz Actualité Droit des Affaires, Journal des Sociétés, Semaine Juridique Édition Entreprises et Affaires, European Competition Law Review, Journal of Business Law, International Company and Commercial Law Review, Revue de fiscalité des entreprises, Revue de droit bancaire et financier, Revue de droit du travail.

Bases de données et rapports : Légifrance, Dalloz, LexisNexis, JurisData, EUR-Lex, HUDOC, CURIA, Rapports de la Cour des comptes, Publications de l'Autorité de la concurrence, Études de l'INSEE et de la Banque de France, Avis de l'AMF et de l'ACPR, Rapports du Haut Conseil du commissaire aux comptes, Rapports parlementaires sur la régulation économique, la modernisation du droit des entreprises et la transition écologique, rapports OCDE/FATF sur la fiscalité et la conformité, statistiques judiciaires du Ministère de la Justice.

Normes de citation : Conforme exclusivement au Guide de citation juridique de la Société de législation comparée, avec règle SLC-EU pour les juridictions européennes. Chaque référence indique : auteur, titre, éditeur, année, page ou paragraphe, identifiant numérique d'objet (DOI) ou lien stable, date de consultation. Les décisions juridictionnelles sont citées avec leur numéro ECLI, numéro de pourvoi, date de décision, formation de jugement et référence au bulletin officiel. Les sources numériques incluent l'URL canonique et la date d'accès.

DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET CONDITIONS DE CITATION

Droits d'auteur réservés à Dr. Mohamed Kamal Arafa Elrakhawi. Toute reproduction, distribution, traduction ou adaptation totale ou partielle de cette encyclopédie est strictement interdite sans autorisation écrite préalable et expresse de l'auteur. Il est néanmoins autorisé de citer des extraits à des fins académiques, universitaires, scientifiques ou de recherche non commerciales, sous réserve de mentionner explicitement et intégralement le nom complet de l'auteur ainsi que le titre exact de l'ouvrage. Toute citation doit respecter les normes de référence académiques internationales (Guide SLC avec règle SLC-EU), indiquer la page ou la section consultée, et ne pas porter atteinte à l'intégrité, à la cohérence ou à la valeur intellectuelle de l'ouvrage. L'auteur conserve l'entière responsabilité morale et scientifique sur le contenu. Les publications dérivées, les manuels pédagogiques ou les traductions officielles

requièrent une autorisation formelle et écrite. Le présent ouvrage est diffusé conformément aux principes des sciences ouvertes, avec dual licensing : texte encyclopédique sous licence CC-BY-NC-ND ; métadonnées, scripts R/Python et jeux de données anonymisées sous licence CC0 ou CC-BY pour garantir l'interopérabilité et la réutilisation scientifique, sous réserve du respect intégral des conditions énoncées et du protocole de mise à jour dynamique validé par le cadre de révision par les pairs.